

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (CCP) N°2026 01 001

RELATIF A LA MEDECINE DE PREVENTION POUR LES PERSONNELS DE L'OFPRA

*Service du budget de l'OFPRA
Pôle des marchés
201, rue Carnot
94136 Fontenay-sous-Bois Cedex*

SOMMAIRE

PRESENTATION DE L'OFPPRA.....	3
ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 3 – DURÉE ET MONTANT DU MARCHÉ	6
ARTICLE 4 – CADRE RÉGLEMENTAIRE	6
ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	7
ARTICLE 6 – LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ ET MOYENS MATÉRIELS	9
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES	10
ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES.....	11
ARTICLE 9 – MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	11
ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ	13
ARTICLE 11 – MODALITÉS DE PAIEMENTS	13
ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES.....	14
ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE	14
ARTICLE 13 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES	15
ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE	15
ARTICLE 15 – ASSURANCE	15
ARTICLE 16 – PENALITÉS	15
ARTICLE 17 – LITIGES	16
ARTICLE 18 – RÉSILIATION	16
ARTICLE 19 – DÉROGATIONS	16

PRESENTATION DE L'OFPPRA

L'Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (OFPPRA), créé par la loi du 25 juillet 1952, a le statut d'Etablissement public administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière et administrative. Il est placé sous la tutelle administrative du Ministère de l'intérieur.

L'OFPPRA a pour missions l'instruction des demandes d'asile et la protection juridique et administrative des personnes reconnues réfugiées ou apatrides, ainsi que des bénéficiaires de la protection subsidiaire. Pour ce faire, l'Office travaille en étroite collaboration avec les autorités administratives françaises et européennes compétentes, ainsi qu'avec le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

L'établissement est organisé en 13 divisions : 8 divisions chargées de l'instruction des demandes d'asile auxquelles s'ajoutent 2 divisions en charge de la protection, et 3 divisions spécifiques en charge des affaires juridiques (DAJEI), de la documentation (DIDR), et de l'accueil (DACIM). Cette organisation est complétée par les services assurant les missions de soutien logistique regroupés au sein des services administratifs et financiers (ressources humaines, informatique, moyens généraux, budget, archives, sécurité).

Exception faite de l'année 2020, marquée par la crise sanitaire et les limitations de circulation qui en ont découlé, l'activité de l'OFPPRA affiche depuis 2015 une progression régulière en raison de l'augmentation sensible du nombre de demandes d'asile à traiter (80 000 demandes reçues en 2015, presque 145 200 demandes d'asile en 2025). Le nombre de décisions rendues a atteint un niveau historique en 2025, avec 156 590 décisions. En outre, plus de 79 000 actes d'état civil ont été reconstitués pour les personnes protégées (réfugiés, apatrides et bénéficiaires de la protection subsidiaire).

Par ailleurs, l'OFPPRA réalise régulièrement des missions d'instruction foraines et de recueil d'informations en outre-mer (Antilles, Mayotte), au Moyen-Orient, au Sahel, en Europe, en Asie Centrale et en Afrique. Plusieurs agents de l'OFPPRA réalisent des déplacements d'une durée de 3 à 12 mois dans les antennes de l'Office situées à Cayenne, en Guyane, pour instruire des demandes d'asile, et à Mamoudzou, à Mayotte, pour éditer et remettre en main propre les décisions relatives à l'octroi ou au refus de la protection internationale. Certaines destinations sont soumises à des obligations de vaccination, pour lesquelles le médecin de prévention est susceptible d'intervenir.

L'OFPPRA est également présenté à l'espace France asile (EFA) de Cergy, pour l'introduction des demandes d'asile déposées dans le Val-d'Oise.

Le plafond d'emplois de l'OFPPRA s'élève à **1 065 ETPT au 31 décembre 2025**, le projet de loi de finances pour 2026 prévoyant la création de 48 emplois supplémentaires.

Son organigramme est disponible à l'adresse suivante :

[Organigramme - Organigramme de l'Ofpra \(Novembre 2025\).pdf](#)

Au sein du service des ressources humaines (SRH) de l'OFPPRA, le présent marché est suivi par le bureau des affaires statutaires, du dialogue social et de la qualité de vie au travail (BASDQVT).

En matière de **santé et sécurité au travail**, l'Office dispose :

- d'une assistante de service social employée à temps plein (agente de l'OFPPRA);

- d'un service de santé au travail composé d'un médecin du travail, d'une infirmière et d'un ergonome (intervenants extérieurs, recrutés dans le respect des règles de la commande publique);
- d'un conseiller et deux assistants de prévention (agents de l'OFPPRA) ;
- d'une référente handicap (agente de l'Office) ;
- d'un inspecteur en santé et sécurité au travail mis à disposition par le ministère de tutelle ;

En outre, la référente-déontologue de l'OFPPRA reçoit et examine les signalements d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et d'agissements sexistes

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

En application du code général de la fonction publique, du code du travail et de la santé publique, les agents de l'OFPPRA se doivent d'être suivis médicalement dans le cadre de leur activité professionnelle.

Le présent marché porte sur l'exécution de prestation de médecine préventive pour les personnels de l'OFPPRA, conformément aux articles 10 et suivant du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.

Ces prestations sont réalisées par **un médecin du travail qualifié**, dont la qualité est définie à l'article 4.2.

1.2 Forme du marché

Le marché est passé en **procédure adaptée** conformément au 3° de l'article R. 2123-1 du code de la commande publique. Il se rattache aux « services sanitaires, sociaux et connexe » et « services de santé et services sociaux » de l'annexe 3 du même code.

Le marché est **un accord-cadre mono-attributaire**. Il se décompose en prestations régulières et exceptionnelles à prix unitaires et à **bons de commande**, en application des articles L. 2125-1, R. 2112-6 1° et R. 2162-2 alinéa 2 du code de la commande publique.

La présente consultation donne lieu à au choix de l'offre économiquement la plus avantageuse, conformément aux dispositions des articles L. 2152-7 et R. 2152-7 du code de la commande publique.

1.3 Divers

Les correspondances, réunions et discussions relatives à ce marché se déroulent en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du présent marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES

Le présent marché est constitué par les documents contractuels mentionnés ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement .
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et l'annexe RGPD ;
- L'offre technique du titulaire.

Font foi les exemplaires des documents particuliers composant le présent marché conservés dans les archives de l'Ofpra.

2.2 Pièces non particulières

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG /FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ; sauf dérogations énumérées au titre du dernier article du présent CCP

. Le CCAG/FCS n'est pas fourni mais est réputé être connu du titulaire.

ARTICLE 3 – DURÉE ET MONTANT DU MARCHÉ

Article 3.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale d'un an, allant de sa date de notification jusqu'à sa date d'anniversaire.

Conformément aux articles L. 2112-5 et R. 2112-4 du code de la commande publique, le marché est reconductible tacitement trois fois à sa date anniversaire, **sans que sa durée maximale ne puisse excéder quatre ans.**

Le titulaire ne peut refuser la reconduction qu'à la condition d'avoir informé le pouvoir adjudicateur de son inaptitude à poursuivre le marché, six mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître les dates d'émission et de réception de ses intentions (courrier, télécopie ou courriel).

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision de ne pas reconduire le marché trois mois au moins avant sa date d'échéance par tout moyen écrit permettant de connaître la date d'émission de cette décision (courrier, télécopie ou courriel).

L'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

Article 3.2 Montant du marché

Le présent marché est passé avec un montant maximum de 380 000€ HT.

ARTICLE 4 – CADRE RÉGLEMENTAIRE

Article 4.1 Dispositions applicables à la médecine du travail

Le médecin du travail exerce son activité en toute indépendance et est soumis, dans l'exercice de ses fonctions, au respect des dispositions du code de déontologie médicale, du code de la santé publique, du code du travail, ainsi qu'au respect des règles professionnelles de la médecine du travail décrites dans les textes ci-dessous :

- Le code général de la fonction publique ;
- Décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
- Décret n° 86-442 du 14 mars 1986 modifié relatif à la désignation de médecins agréés, à l'organisation des comités médicaux et des commissions de réforme, aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics et au régime de congés de maladie des fonctionnaires ;

Article 4.2 Statut du médecin qualifié du travail

Au sens du présent cahier des clauses particulières, le médecin du travail est titulaire d'un des diplômes, titres, certificats exigés pour exercer les fonctions de médecin du travail dont la liste est fixée par l'article R. 4623-2 du code du travail.

Il ne sera pas accepté de médecin non qualifié en médecine de prévention, y compris en cas de remplacement ou de situation provisoire. Toutefois, outre un médecin du travail ou équivalent, conformément à l'article R. 4623-25 du code du travail, pourront également intervenir des infirmiers en santé au travail ou des internes en médecine du travail, dans les conditions définies ci-après.

Le médecin du travail doit être distinct des médecins chargés des visites d'aptitude physique au sens de l'article 20 du décret n° 86-442 du 14 mars 1986 et des médecins de contrôle.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS

5.1 Nature générale des prestations

Le service de médecine de prévention a pour rôle de prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail. Il conduit les actions de santé au travail, dans le but de préserver la santé physique et mentale des travailleurs tout au long de leur parcours professionnel.

La prestation est composée de :

- Prestations régulières liées aux visites – environ 560 vacations horaires annuelles ;
- Prestations de conseil et d'études – environ 60 vacations horaires annuelles ;
- Prestations exceptionnelles – environ 40 vacations horaires annuelles.

Ces éléments sont donnés à titre purement indicatif et n'engagent pas l'administration.

5.2 Prestations régulières liées aux visites

➤ Prestations réalisées par le médecin du travail

Lors de leur prise de poste puis tous les 5 ans les agents de l'OFPRA suivent un examen médical adapté pour chacun d'entre eux. Les buts de **cette visite d'information et de prévention** quinquennale sont les suivants :

- Interroger l'agent sur son état de santé ;
- L'informer sur les risques éventuels auxquels l'expose son poste de travail ;
- Le sensibiliser sur les moyens de prévention à mettre en œuvre ;
- L'informer sur les modalités de suivi de son état de santé par le service et sur la possibilité dont il dispose, à tout moment, de bénéficier d'une visite à sa demande avec le médecin du travail.

Les catégories d'agents répertoriées ci-dessous font l'objet d'une surveillance médicale particulière :

- Travailleurs handicapés ;
- Femmes enceintes ;
- Agents réintégrés après un congé de longue maladie ou de longue durée ;
- Agents occupant des postes à risques ;
- Agents souffrant de pathologies particulièrement déterminées par le médecin du travail ;
- Agents reprenant leurs fonctions après un accident de service.

Le médecin du travail définit la fréquence et la nature du suivi que comporte cette surveillance médicale, dont la périodicité ne peut être supérieure à quatre ans. Ces visites présentent un caractère obligatoire.

Des **examens complémentaires**, liés aux risques professionnels, peuvent être recommandés par le médecin du travail, notamment pour les personnels soumis à surveillance médicale particulière ou spéciale et pour les autres agents en fonction des risques professionnels auxquels ils sont exposés.

Ces examens consistent à :

- Déterminer la compatibilité entre le poste de travail et l'état de santé de l'agent, notamment au dépistage des affections pouvant entraîner une contre-indication à ce poste de travail ;
- Dépister une maladie professionnelle ou à caractère professionnel susceptible de résulter de l'activité professionnelle de l'agent ;
- Dépister des maladies dangereuses pour l'entourage professionnel de l'agent.

Un examen médical adapté est possible sur demande de l'employeur ou de l'agent lorsqu'ils l'estiment utile (**visite à la demande**).

La surveillance médicale des agents de l'OFPRA pourra, si les circonstances le justifient, être organisée par téléconsultation.

➤ Prestations pouvant être confiées à une infirmière

Lorsque la réglementation le permet, des prestations régulières peuvent être réalisées par une infirmière diplômée.

L'OFPRA et le prestataire définissent en amont les créneaux concernés, qui font l'objet d'une tarification spécifique dans l'annexe financière.

5.3 Prestations de conseils et d'études (dit « tiers temps »)

Le médecin du travail est **le conseiller de l'administration, des agents et de leurs représentants** en ce qui concerne notamment :

- L'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services ;
- L'évaluation des risques professionnels ;
- La protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- L'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, en vue de contribuer au maintien dans l'emploi des agents ;
- L'hygiène générale des locaux de service ;
- L'hygiène dans les restaurants administratifs ;
- L'information sanitaire.

Le médecin du travail conseille l'employeur pour les questions relatives à l'hygiène et à la sécurité ainsi qu'à l'amélioration des conditions de travail. En ce sens, il peut procéder aux opérations suivantes :

- La visite des lieux de travail des agents de l'OFPRA, après information préalable du chef de service ;
- Les études de postes de travail ;
- La participation à la formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT) du comité social d'administration de l'OFPRA ;
- La participation à des réunions de concertation pour les aménagements de poste, avec le service des ressources humaines, l'agent concerné et sa hiérarchie ;
- La production d'un rapport d'activité annuel ;
- La participation aux réunions des comités médicaux et des commissions de réforme lorsque sera examiné le dossier d'un agent relevant de sa compétence en vue d'apporter des observations ;
- Les travaux administratifs, notamment la rédaction des rapports requis pour l'activité du médecin du travail ;
- L'élaboration du document unique d'évaluation des risques professionnels, en tant que conseiller ;
- Le Conseil dans le cadre des missions extérieures des agents de l'Office.

Le médecin du travail peut demander à l'OFPRA de faire effectuer des prélèvements et des mesures aux fins d'analyse. Ces examens sont à la charge de l'établissement. Le médecin du travail peut réaliser, prescrire ou recommander des examens complémentaires.

5.4 Détail des prestations exceptionnelles

En application des articles L. 3111-1 du code de la santé publique et R. 4626-25 du code du travail, le médecin du travail veille, sous la responsabilité du chef d'établissement, à l'application des dispositions du code de la santé publique sur les vaccinations obligatoires et participe à la mise en œuvre de la politique vaccinale.

Le médecin du travail devra assurer les séances de vaccinations liées aux risques professionnels et/ou celles définies en accord avec l'OFPPA (ex : grippe saisonnière, tuberculose).

Le titulaire du marché devra en outre être en capacité d'organiser si nécessaire les actions de dépistage et de vaccination définies par l'Etat dans le cadre de la lutte contre la propagation d'épidémies/en cas de pandémie.

Les prestations exceptionnelles incluent également les ateliers de sensibilisation à la santé au travail et à la santé publique. A titre d'exemple, l'OFPPA mène des actions de prévention dans le cadre d'Octobre rose.

Avec l'accord de l'Office, les prestations exceptionnelles peuvent également être réalisées par une infirmière diplômée. Elles font l'objet d'une tarification spécifique dans l'annexe financière.

5.5 Détail des effectifs et de l'environnement professionnel

Effectifs suivis (à la date du 31 décembre 2024) :

	Effectif titulaire (fonctionnaires)	Effectif contractuel	Hommes	Femmes
Sites OFPPA	697	354	312	739
Total effectif	1051			

L'OFPPA a engagé les démarches pour la signature d'une convention avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), qui pourrait aboutir en 2026.

Pour davantage d'informations, le **rapport social unique (RSU)** de l'OFPPA pour l'année 2024, avec une partie consacrée à la qualité de vie au travail, est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.ofpra.gouv.fr/libraries/pdf.js/web/viewer.html?file=/sites/default/files/2025-09/Rapport%20social%20unique%202024.pdf>

ARTICLE 6 – LIEU D'EXÉCUTION DU MARCHÉ ET MOYENS MATÉRIELS

6.1 Lieu d'exécution du marché

Les prestations sont à réaliser sur **le siège francilien de l'Ofpra**, aujourd'hui situé au 201, rue Carnot (94136 Fontenay-sous-Bois Cedex).

Sa localisation peut être modifiée en cours de marché, pour répondre aux nécessités de service de l'Ofpra et sans modifier les termes du marché.

6.2 Moyens matériels du marché

Les moyens matériels mis à sa disposition par l'OFPPA doivent permettre au médecin du travail d'exercer dans des conditions conformes aux obligations du code de déontologie médicale¹.

¹ Article R. 4127-71 du code de la santé publique

L'établissement met en particulier à la disposition du médecin de travail un local et les matériels adaptés dont la liste suivante n'est pas limitative :

- Mobilier (bureaux, chaises, table d'examen, lampes, réfrigérateur etc...) ;
- Ordinateur ;
- Poste téléphonique ;
- Connexion au réseau informatique de l'OFPPA (messagerie, dossiers partagés...) ;
- Branchements électriques ;
- Matériel médical (Tensiomètre, stéthoscope, cotons, alcool, papier, vaccins, blouses, aiguilles, masques etc.).

ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Le titulaire du marché est responsable du service de médecine de prévention devant l'OFPPA.

Il met à disposition de l'établissement un médecin dès le début des prestations et s'assure en cas d'empêchement du praticien de le remplacer dans les plus brefs délais, afin que l'exécution des prestations ne soit ni compromise ni altérée.

7.1 Accès à l'information du médecin du travail

L'OFPPA donne accès au médecin du travail, après avoir informé les chefs de service concernés, à tous les locaux des divers services ou ateliers. Le médecin du travail a la possibilité de se mettre directement en relation avec tous les membres du personnel, quelles que soient leur position hiérarchique et leurs fonctions, et recevoir d'eux tous renseignements utiles à l'exécution de sa mission.

L'OFPPA est tenu de tenir informé le médecin du travail dans les plus brefs délais de chaque accident de service ou de travail et de chaque maladie professionnelle ou à caractère professionnel.

7.2 Préservation du secret médical

L'OFPPA s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le respect de l'anonymat des prescriptions. Les résultats des examens complémentaires recommandés ne sont adressés qu'au médecin du travail qui les communique aux agents concernés et les transmet si nécessaire aux médecins traitants désignés par lesdits agents.

Lors de la facturation de ces examens complémentaires à caractère médico-professionnel, toutes les mesures nécessaires sont prises pour respecter l'anonymat des agents.

L'OFPPA prend toutes mesures nécessaires dans le cadre du fonctionnement du service pour assurer le respect du secret médical.

Conformément à l'article R. 4127-95 du code de la santé publique, le médecin du travail est soumis au **secret professionnel** prévu par la loi. Il s'engage notamment à garder le secret sur toutes les informations qui peuvent lui être communiquées ou dont il peut prendre connaissance au cours de l'exercice de ses fonctions, notamment à l'égard de l'organisation, des méthodes et procédés employés par l'OFPPA.

En cas de changement de service de médecine de prévention assurant le suivi d'un agent, son dossier médical de santé au travail est communiqué au nouveau médecin du travail pour assurer la continuité de la prise en charge, sous réserve du recueil par écrit du consentement préalable de l'agent.

7.3 Suivi du dossier médical individuel de l'agent

Dans le cadre du suivi régulier de chaque agent, le médecin rédige une **fiche de visite** et communique s'il y a lieu à l'autorité compétente des propositions d'aménagement de postes de travail ou de conditions d'exercice des fonctions justifiées par l'âge, la résistance physique ou l'état de santé des agents. Dans le cas où un

reclassement s'avère nécessaire, le médecin étudie le poste de travail précédemment occupé par l'intéressé ainsi que les nouveaux postes susceptibles de lui être proposés.

Le médecin peut également proposer des aménagements temporaires de poste de travail ou de conditions d'exercice des fonctions au bénéfice des femmes enceintes, venant d'accoucher ou allaitantes.

Un **dossier individuel** comprenant les résultats des différentes investigations constitue l'archive médicale confidentielle, et permet au médecin du travail de suivre l'état de santé de chaque agent. Il est conservé dans une armoire mise à sa disposition par l'OFPPRA, dont le médecin du travail est le seul détenteur de la clef. Dans ce dossier, doivent être en particulier consignés les motifs en cas d'incapacité d'un agent à exercer ses fonctions.

Le délai de conservation du dossier médical individuel d'un agent est de 20 ans à compter de la date du dernier séjour ou de la dernière consultation externe du patient dans l'établissement (article R. 1112-7 du code de santé publique).

7.4 Rédaction du rapport annuel

Le médecin du travail est tenu d'établir, chaque année, un **rapport d'activité** qui est transmis à l'OFPPRA.

Ce rapport dresse le bilan de son activité au cours de l'année écoulée conformément à l'arrêté du 13 décembre 1990 (NOR : TEFT9004075A), pris en application de l'article R. 241-33 du code du travail fixant les modèles de rapport annuel du médecin du travail. Il ne contient aucune donnée nominative.

7.5 Fiche des risques professionnels

Le médecin du travail doit élaborer et actualiser **la fiche des risques professionnels** ainsi que les effectifs d'agents exposés à ces risques. Pour cela, il a accès aux informations utiles lui permettant d'établir la fiche des risques professionnels sus-évoquée. Cette fiche est ensuite communiquée à l'OFPPRA.

ARTICLE 8 – PROTECTION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement(UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données / RGPD »).

Les parties s'engagent à respecter les clauses de l'annexe contractuelle.

ARTICLE 9 – MODALITÉS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le marché prend effet à la date de sa notification, conformément à l'article R. 2182-4 du code de la commande publique.

9.1 Délais contractuels et commande des prestations

Les prestations débutent à compter de la notification du marché.

Comme précisé ci-dessus, l'émission des bons de commande pour l'exécution des prestations ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché, conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

Le marché est exécuté par l'envoi de **plannings de vacations** établis en fonction des besoins de l'OFPPRA, par le bureau des affaires statutaires, du dialogue social et de la qualité de vie au travail, après consultation du titulaire du marché.

Ces plannings de vacations ont valeur de bons de commande.

Le médecin du travail assure l'exécution des vacations horaires prévues par ces plannings qui mentionnent :

- Le nombre de vacations horaires mensuelles prévues pour les prestations régulières ;
- Le nombre de vacations horaires mensuelles prévues pour les prestations « au tiers temps » ;
- Le nombre de vacations horaires mensuelles prévues pour les prestations exceptionnelles.

En cours d'exécution, les plannings de vacations peuvent être modifiés ou complétés avec l'accord du titulaire au regard des besoins du service.

9.2 Définition de la vacation horaire

Sont comprises dans les vacations horaires les activités suivantes :

- Le temps consacré aux examens médicaux cliniques et paracliniques ;
- Le tiers temps ;
- Le travail administratif (rédaction de lettres, de notes, de rapports et contacts divers liés à l'activité professionnelle du médecin) ;
- Les temps de déplacements que le médecin peut être amené à effectuer au cours de son activité entre les différents sites de l'établissement.

9.3 Frais à la charge du titulaire

Les frais de déplacement et de repas engagés par le médecin du travail lors de ses missions restent à la charge du titulaire.

ARTICLE 10 – PRIX DU MARCHÉ

10.1 Définition des prix

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-6 1° du code de la commande publique, le prix des prestations objet du présent marché sont des prix unitaires appliqués aux vacations.

Les prix du présent marché sont établis hors taxe à la valeur ajoutée (TVA). Le cas échéant, le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution des prestations.

10.2 Forme du prix

Les prix des prestations sont définis dans le bordereau des prix (BPU) annexé à l'offre du candidat.

10.3 Clause de révision des prix

Le prix est ferme la première année du marché et révisable à chaque reconduction selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1: Prix actualisé

P0: Prix contractuel d'origine ou dernier prix actualisé

S0: Indice des prix à la consommation services médicaux² de référence retenu à la date contractuelle d'origine ou lors de la dernière actualisation

S1 : Dernière actualisation de l'indice publié à la date de reconduction du marché

10.4 Clause de sauvegarde

Si la révision des prix intervenue dans les conditions définies ci-dessus conduit à une augmentation supérieure à 3% du prix initial de l'offre titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une indemnisation.

ARTICLE 11 – MODALITÉS DE PAIEMENTS

Toute demande de paiement non conforme aux indications énoncées ci-après est retournée au titulaire pour rectifications des anomalies constatées. Le délai de paiement ne commence à courir qu'à compter de la réception d'une facture conforme.

Le mandatement des demandes de paiement est subordonné à la certification du service fait par le pouvoir adjudicateur.

11.1. Demande de paiement

Les demandes de paiement ou factures définitives sont établies mensuellement par le titulaire à l'adresse de l'OFPPA, après réalisation des prestations définies par le présent marché.

Conformément à l'article L 2192-1 du code de la commande publique, le titulaire ainsi que ses sous-traitants admis au paiement direct transmettent leurs factures au pouvoir adjudicateur sous forme dématérialisée. Les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange de ce mode de transmission sont accessibles sur le portail « **CHORUS factures** » à l'adresse :

<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>

² L'indice à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 06.2.1 - Services médicaux de production des services français aux entreprises françaises BtoB-cpf 61 est organisé par l'INSEE, il s'agit d'un indice mensuel, le secteur retenu dans le cadre de la présente clause est celui des « Services médicaux ». L'identifiant de la série chronologique utilisée pour cet indice est le n° 001764798, la Valeur du dernier indice « Services médicaux » connu : JANVIER 2026 : année 2025 121.51. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001764798>

11.2. Établissement de la facturation

Les demandes de paiement comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La raison sociale et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIRET du titulaire ;
- Le numéro de TVA intracommunautaire, le cas échéant ;
- Le numéro et la date d'émission de la facture ;
- Le numéro d'identification du marché et sa date de notification ;
- Le numéro et la date du planning ou de l'engagement juridique (EJ) afférent, ce dernier sera fourni par le pouvoir adjudicateur ;
- La quantité des vacations horaires fournies ;
- Le montant unitaire hors taxes à payer ;
- Le taux et le montant de la TVA, le cas échéant ;
- Le montant à payer toutes taxes comprises ;
- Les coordonnées bancaires ou postales telles que mentionnées sur l'acte d'engagement ;

11.3 Délais de règlement

Le paiement s'effectue conformément aux règles de la comptabilité publique par mandat administratif.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'Opfra.

Le délai de paiement est de 30 jours à réception de la facture.

En application de l'article 8 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013, relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le créancier de l'administration perçoit en sus une indemnité forfaitaire de 40 euros.

ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES

12.1 Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 et R. 2191-7 du code de la commande publique et sous réserve de l'article R. 2191-6 relatif à la sous-traitance, l'OPFRA accorde une avance à la demande du titulaire dont le montant est fixé à 5 ou 30 % du montant des prestations régulières d'une durée égale à 12 mois.

12.2 Acomptes

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-20 du code de la commande publique, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiement définitif. Le montant des acomptes est fixé à 5% et se rapportent à la valeur mensuelle des prestations auxquels ils se rapportent.

ARTICLE 13 – RETENUE DE GARANTIE

Le présent marché est dispensé de la constitution d'une retenue de garantie.

ARTICLE 13 – CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Conformément à l'article 7 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière environnement.

Ainsi, ce marché s'inscrit dans une démarche éco responsable.

ARTICLE 14 - SOUS-TRAITANCE & CO-TRAITANCE

Le candidat ou le titulaire du présent marché peut déclarer un sous-traitant dont la candidature est soumise à acceptation et les conditions de paiement à agrément du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions des articles R. 2193-1 à R. 2193-4 du code de la commande publique.

En tout état de cause, le sous-traitant devra respecter les conditions d'éligibilité au présent marché, dont les conditions de qualification pour le médecin de prévention.

Il est rappelé que conformément aux dispositions de l'article R. 2193-11 du code de la commande publique l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ouvre droit au paiement direct de toute créance supérieure à 600€ TTC.

Le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques. Le mandataire désigné parmi les membres du groupement est l'interlocuteur unique du pouvoir adjudicateur. Il coordonne les opérations et il est seul habilité à présenter les demandes de paiement définies à l'article 11.1 ci-dessus. En cas de défaillance du mandataire, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un successeur.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à déposer plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou de plusieurs groupements.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

Le prestataire doit être titulaire d'une police d'assurance garantissant sa responsabilité tant civile que délictueuse du fait de son personnel, y compris pour l'exécution des prestations dans les locaux de l'Ofpra.

ARTICLE 16 – PENALITÉS

L'arrivée au-delà des horaires sur lesquels s'est engagé le titulaire entraîne un abattement du prix d'une vacation horaire à raison de 30 € par quart d'heure entamé.

En cas d'inexécution de la vacation horaire par le titulaire, sans préavis dans un délai de 48 heures, une pénalité égale à 3 fois le prix d'une vacation horaire sera appliquée.

Les consultations, visites médicales ou les actions en milieu de travail qui n'auraient pas été annulées au moins une semaine avant (sauf circonstances exceptionnelles à justifier) imputables à l'administration, seront dues au titulaire selon le tarif en vigueur.

Le retard dans la production d'un rapport d'activité annuel fait l'objet d'une pénalité de 100 € par jour de retard.

Tout manquement aux obligations de confidentialité, de secret médical ou d'éthique professionnelle est passible d'une pénalité de 3 000 € par manquement.

ARTICLE 17 – LITIGES

Le règlement amiable d'un différend survenu à l'occasion de l'exécution du présent marché est recherché conformément aux dispositions prévues aux articles L. 2197-3 et R. 2197-3 du code de la commande publique.

En l'absence de règlement amiable, la loi française est seule applicable et les différends ressortissent de la compétence du tribunal administratif :

Tribunal administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun
Tél. : 01 60 56 66 30 - Fax : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

ARTICLE 18 – RÉSILIATION

Si le titulaire ne respecte pas les obligations qui lui incombent, le pouvoir adjudicateur peut, après tentative de solution amiable, puis mise en demeure restée infructueuse prononcer la résiliation du présent marché par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute du médecin, un avis de la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail (FSSSCT) de l'OFPPRA est nécessaire afin de prononcer la résiliation, dans les conditions fixées par l'article 11-1 n°82-453 du 28 mai 1982 .

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la mise en demeure pour satisfaire les obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG/FCS, sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Ofpra peut passer un marché de substitution avec d'autres prestataires, aux frais et risques du titulaire déchu, après notification à ce dernier.

Par dérogation aux articles 40 et 42 du CCAG/FCS, les titulaires ne peuvent se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale du marché, que cette dernière soit fondée sur un motif d'intérêt général ou non.

La résiliation du présent marché ne fait pas obstacle à l'exercice d'éventuelles actions civiles et pénales à l'encontre du titulaire.

ARTICLE 19 – DÉROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du CCAG / FCS :

Article du cahier des clauses particulières (CCP)	Article du CCAG/FCS auxquels il est dérogé
Article 2	Article 4
Article 16	Article 14
Article 18	Article 40 Article 42